

Politique | Fabrik'Europe, l'Europe à l'épreuve de l'avenir en Gironde



À l'occasion de la Fabrik'Europe, matinée dédiée aux actualités européennes et à leurs impacts en Gironde, vendredi 4 mai, Jean-Luc Gleyze, président du Conseil départemental de Gironde a participé à une table ronde, en compagnie de nombre d'acteurs locaux dans la vie européenne : **Éric Andrieu**, député européen de la circonscription Sud-Ouest, **Laurence Harribey**, sénatrice de la Gironde et membre de la commission des affaires européennes de la Nouvelle-Aquitaine, **Jean-Charles Leygues**, directeur général honoraire à la Commission européenne, **Michel Quernez**, vice-président de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), et **Isabelle Thomas**, député européenne de la circonscription Ouest.

« L'Europe, c'est du concret » a statué derechef Jean-Luc Gleyze, au début de la matinée consacrée aux enjeux européens, Fabrik'Europe, organisée au sein de l'hôtel du Département. Avec des projets comme Démon, par exemple, que l'Europe finance à 50 % et qui permet aux jeunes entre 7 et 12 ans, vivant dans des territoires avec peu de structures culturelles, de participer à un orchestre collaboratif à l'Opéra National de Bordeaux. « Pour le département, l'aide européenne représente une année budgétaire supplémentaire, soit la somme de 2,4 milliards d'euros sur la mandature », a complété le président du Conseil départemental de Gironde ; dont 16 millions d'euros pour le Fonds social européen (FSE), qui concerne 20.000 de personnes en Gironde et vise à réduire les écarts de développement économique entre les régions.

« Un formidable levier pour l'innovation », selon Éric Andrieu, député européen de la circonscription Sud-Ouest, qui considère que l'aide européenne permet de prendre des risques, que les Etats membres ne pourraient pas forcément se permettre autrement. Avec un frein, à son sens et à l'échelle française, le fait que certains fonds européens ne soient pas en prise directe avec les territoires. Chaque Etat européen détermine, en effet, la manière dont il gère, par exemple, son FSE : la France a choisi d'en consacrer les deux tiers au niveau national. Or, « une gestion au plus près du terrain est plus efficace pour une application optimale et une appropriation plus directe des personnes qui en jouissent », a expliqué Jean-Charles Leygues, directeur général honoraire à la Commission européenne.

« Le budget européen favorise, en priorité, le développement régional économique et la croissance inclusive,

l'Europe sociale », d'après Laurence Harribey, membre de la commission des affaires européennes de la Nouvelle-Aquitaine. La politique européenne tend, en effet, vers la concentration des budgets vers ces deux pôles. « La cohésion sociale, avec des aides à la formation et aux PME, mais aussi le numérique sont particulièrement visés », d'après Jean-Charles Leygues.

« Un vrai danger de dislocation de l'Europe »

« La réalité du budget européen est pluriannuelle », a souligné Isabelle Thomas, députée européenne et membre de la commission des budgets. Pour la période 2014-2020, il était de 1.000 milliards d'euros en France, soit 1% du PIB européen. L'Europe ne jouit pas de ressources communautaires spécifiques, mais des contributions directes des Etats, selon leur richesse. « Il est important de noter que le retour économique pour les pays membres, s'il est difficile à chiffrer, oscille entre trois à quatre fois la somme de la contribution », a précisé Jean-Charles Leygues.

Quid des perspectives pour le budget européen sur la prochaine période, 2021-2027 ? Isabelle Thomas, membre de la Commission des budgets, s'inquiète des coupes envisagées sur deux piliers de l'Europe, à savoir la Politique Agricole Commune (PAC) et la convergence des territoires, alors même que ses enjeux s'élargissent de plus en plus, notamment avec le chômage des jeunes ou l'immigration en hausse. « La bataille a commencé avant-hier, mercredi 2 mai, lorsque Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, a évoqué les conséquences du Brexit sur le budget ; j'aimerais personnellement qu'il soit multiplié par trois pour la politique de cohésion ».

« Je pense qu'il y a un vrai danger de dislocation de l'Europe », a averti Michel Quernez, vice-président de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE). Celui qui est aussi maire de Quimperlé (29), dans le Finistère, affirme que les acteurs locaux doivent remettre le rôle de l'Europe au centre des discussions. La médiathèque de sa commune a pu voir le jour grâce à une participation des fonds européens à 50 %, ce qu'il n'a pas manqué de communiquer aux Quimperlois. « Il faut réhabiliter l'Europe du quotidien », en a conclu le premier vice-président du Conseil départemental du Finistère.

Alix Fourcade

*Crédit Photo : Alix Fourcade
Publié sur aqui.fr le 04/05/2018*

[Url de cet article](#)